

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2017/40256]

29 MAART 2017. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van de paritaire commissie van het gesubsidieerd confessioneel vrij gespecialiseerd onderwijs van 1 december 2016 tot wijziging van de beslissing van 24 mei 2002 betreffende het organogram van de ambten van kinderverzorger, kinesitherapeut, logopedist en verpleger in het gespecialiseerd onderwijs, verbindend wordt verklaard**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op artikel 97;

Gelet op de aanvraag van de paritaire commissie van het confessioneel vrij gespecialiseerd onderwijs om de beslissing van 1 december 2016 verbindend te verklaren;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van de paritaire commissie van het confessioneel vrij gespecialiseerd onderwijs van 1 december 2016 tot wijziging van de beslissing van 24 mei 2002 betreffende het organogram van de ambten van kinderverzorger, kinesitherapeut, logopedist en verpleger in het gespecialiseerd onderwijs, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2016.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202018]

30 MARS 2017. — **Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les articles 8, § 2, 10, § 1^{er}, 7^o, et 31;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie, donné le 10 octobre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2016;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, donné le 18 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2017;

Vu le rapport du 2 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.945/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Ruralité et de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Les dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Administration : la Direction de la Chasse et de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2^o le Comité : le Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie;

3^o le décret du 27 mars 2014 : le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

4^o les écoles de pêche : les écoles de pêche visées à l'article 31 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques.

CHAPITRE II. — *De la formation et de l'agrément des formateurs**Section 1^{re}. — De la formation des formateurs*

Art. 2. Les écoles de pêche agréées disposent de formateurs agréés ayant suivi une formation leur permettant d'assurer un encadrement rencontrant les normes minimales et objectifs édictés dans le cahier des charges repris à l'annexe 1^{re}.

Section 2. — De l'agrément des formateurs

Art. 3. Outre le respect des conditions fixées par l'article 31, § 3, du décret du 27 mars 2014, toute personne peut obtenir l'agrément en tant que formateur au sens du décret du 27 mars 2014 si la date de son attestation de réussite à la formation visée à la section 1^{re} remonte à moins de trois ans au jour de sa demande d'agrément.

Art. 4. La demande d'agrément est adressée à l'Administration :

1° au moyen du formulaire repris à l'annexe 2;

2° à peine d'irrecevabilité, par envoi recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande après avoir sollicité l'avis du Comité et notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à dater de la réception du dossier de demande complet.

Art. 5. § 1^{er}. L'agrément est octroyé pour une durée de dix ans, renouvelable conformément à la procédure prévue à l'article 4.

En cas de renouvellement de l'agrément, le demandeur introduit sa demande d'agrément dans les six mois qui précèdent l'expiration de son agrément.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut retirer l'agrément sur avis du Comité, lorsque des indices sérieux existent dans le chef du formateur quant au non-respect des conditions d'agrément fixées à l'article 31, § 3, 3°, 4° et 5°, du décret du 27 mars 2014.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque l'agrément est refusé ou retiré, un recours peut être introduit dans les trente jours à partir de la notification écrite de refus ou de retrait. Le recours est introduit auprès du Gouvernement lorsque le refus ou le retrait de l'agrément a été notifié par le Ministre. Lorsque cette notification a été faite par le délégué du Ministre, le recours est introduit auprès du Ministre.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le Gouvernement ou le Ministre demande l'avis du Comité.

§ 3. A défaut d'avis du Comité dans les deux mois, le Gouvernement ou le Ministre peut décider.

Le Gouvernement ou le Ministre statue dans les quatre mois à dater de l'introduction du recours.

En cas de rejet du recours visé au paragraphe 1^{er}, le Ministre ou son délégué statue sur une nouvelle demande d'agrément uniquement si de nouveaux éléments sont présentés pour justifier une telle demande.

CHAPITRE III. — *De l'agrément et du subventionnement des écoles de pêche**Section 1^{re}. — De l'agrément des écoles de pêche*

Art. 7. Outre le respect des conditions fixées par l'article 31, § 2, du décret du 27 mars 2014, tout organisme peut obtenir l'agrément en tant qu'école de pêche s'il a donné durant les deux ans qui précèdent la réception de la demande d'agrément au moins vingt heures d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique et s'il s'engage à :

1° organiser chaque année au moins vingt heures de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique, par module d'au moins trois heures consécutives, et ce dans le respect des conditions fixées dans le cahier des charges repris à l'annexe 1^{re};

2° assurer à tous le libre accès aux activités, le cas échéant moyennant le paiement d'un droit d'inscription fixé par le Ministre, après avis ou sur proposition du Comité;

3° accepter la présence et le contrôle de représentants du Fonds lors du déroulement des activités;

4° adresser à l'association halieutique coordinatrice, pour le 31 janvier de chaque année, une fiche d'information concernant les activités de l'année, à l'aide d'un formulaire transmis par l'association.

Art. 8. La demande d'agrément est adressée à l'Administration :

1° au moyen du formulaire repris à l'annexe 3;

2° à peine d'irrecevabilité, par envoi recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande après avoir sollicité l'avis du Comité et notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à dater de la réception du dossier de demande complet.

Art. 9. § 1^{er}. L'agrément est octroyé pour une période de dix ans, renouvelable conformément à la procédure prévue à l'article 8.

En cas de renouvellement de l'agrément, le demandeur doit introduire sa demande d'agrément dans les six mois qui précèdent l'expiration de son agrément.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut retirer l'agrément sur avis du Comité lorsque l'école de pêche agréée soit :

1° ne remplit plus une des conditions d'agrément mentionnées à l'article 31, § 2, du décret du 27 mars 2014 et à l'article 7 du présent arrêté, ou ne tient pas un des engagements qu'elle a pris en application de l'article 7, 1° à 4°;

2° ne fait pas usage des aides financières reçues du Fonds conformément à leur destination et ne respecte pas les règles fixées pour obtenir la liquidation de ces aides;

3° laisse pratiquer des actes contraires aux bonnes mœurs ou à la législation en vigueur dans le cadre des activités qu'elle organise.

§ 3. Le Ministre ou son délégué notifie à l'école de pêche agréée le retrait de son agrément par envoi recommandé.

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque l'agrément est refusé ou retiré, un recours peut être introduit dans les trente jours à partir de la notification écrite du refus ou du retrait. Le recours est introduit auprès du Gouvernement lorsque le refus ou le retrait de l'agrément a été notifié par le Ministre. Lorsque cette notification a été faite par le délégué du Ministre, le recours est introduit auprès du Ministre. Le recours est introduit par envoi recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le Gouvernement ou le Ministre demande l'avis du Comité.

§ 3. A défaut d'avis du Comité dans les deux mois, le Gouvernement ou le Ministre peut décider.

Le Gouvernement ou le Ministre statue dans les quatre mois à dater de l'introduction du recours.

En cas de rejet du recours visé au paragraphe 1^{er}, le Ministre ou son délégué statue sur une nouvelle demande d'agrément uniquement si de nouveaux éléments sont présentés pour justifier une telle demande.

Art. 11. Les écoles de pêche agréées sont, dans le cadre de leurs activités de formation ou de sensibilisation, couvertes par la police d'assurance responsabilité civile et accidents corporels contractée par le Fonds, pour autant qu'elles se conforment au cahier des charges repris à l'annexe 1^{re}.

Art. 12. Les participants à une activité de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique organisée par une école de pêche agréée sont dispensés de l'obligation d'être munis d'un permis de pêche lorsqu'ils pêchent dans le cadre de ces activités.

Les participants à une activité de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique organisée par une école de pêche agréée peuvent détenir temporairement des poissons ne présentant pas la taille minimale légale de capture lors de cette activité. L'école de pêche agréée prend toutes les précautions pour garantir la survie de ces poissons qui sont remis librement à l'eau avant la fin de l'activité.

Section 2. — De la subvention aux écoles de pêche agréées

Art. 13. Le montant de la subvention visée à l'article 31, § 4, du décret du 27 mars 2014 est fixé sur la base du type d'activités et du nombre d'activités de chaque type que l'école de pêche agréée prévoit d'organiser au cours de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Les quatre types d'activités sont :

1° les activités récurrentes d'une durée minimale de trois heures d'activités hebdomadaires ayant trait à la pratique de la pêche et/ou à la sensibilisation aux milieux aquatiques;

2° les journées découvertes d'une durée minimale de six heures, dont un minimum de deux heures de pratique de la pêche;

3° les stages d'initiation et de perfectionnement courts, d'une durée minimale de quatre heures par jour avec un minimum de dix-huit heures par semaine;

4° les stages d'initiation et de perfectionnement longs, d'une durée minimale de quatre heures par jour avec un minimum de trente heures par semaine.

Concernant le 3°, la pratique de la pêche est au minimum de deux heures de pêche par jour et de dix heures sur la durée du stage.

Concernant le 4°, la pratique de la pêche est au minimum de deux heures de pêche par jour et de seize heures sur la durée du stage.

En vue du calcul du montant de la subvention, le Ministre détermine, sur proposition du Comité, le montant maximum du soutien financier qui peut être accordé à chaque type d'activités.

Art. 14. L'école de pêche agréée introduit la demande de subvention auprès de l'Administration au plus tard pour le 15 janvier de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

La demande de subvention contient un programme prévisionnel des activités réparties suivant les quatre types d'activités définis à l'article 13, que l'école de pêche agréée compte organiser durant l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Art. 15. L'Administration notifie l'octroi de la subvention aux écoles de pêche avant le 31 mars de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Art. 16. L'Administration liquide la subvention après approbation par le Ministre ou son délégué suivant les modalités suivantes :

1° une première tranche d'un montant égal à cinquante pour cent de la subvention peut être liquidée après la notification de celle-ci, sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;

2° le solde est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, ainsi que d'un état des recettes et dépenses de fonctionnement liées à l'organisation des activités de formation ou de sensibilisation, appuyé des pièces justificatives et d'un rapport d'activités établi sur la base d'un modèle annexé à l'arrêté de subvention.

CHAPITRE IV. — *Les dispositions transitoires et finales*

Art. 17. Les écoles de pêche et les formateurs, qui ont été agréés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées restent agréés jusqu'au terme de cet agrément ou jusqu'au 30 juin 2018 si leur agrément vient à échéance avant cette date.

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées est abrogé.

Art. 19. Le Ministre qui a la Pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe 1^{re}

Cahier des charges des écoles de pêche agréées

I. Mesures d'organisation des activités

1° Assurer une large promotion des activités par les canaux disponibles et prioritairement via le site www.stagesdepeche.be développé à cette fin.

2° Disposer d'une liste de numéros d'appel d'urgence des services d'urgences, pompiers, médecin et pharmacien. Cette liste est consultable rapidement à tout moment lors des activités de formation ou de sensibilisation organisée par l'école de pêche. Un téléphone ou un GSM est toujours accessible sur les lieux d'activité extérieure.

3° Avoir reconnu au préalable les sites fréquentés lors des activités, et établir pour chacun d'eux une fiche reprenant :

- a) le nom, l'adresse ou le nom du lieu-dit du site;
- b) les risques et mesures de prévention à prévoir;
- c) les indications permettant aux services d'urgence d'accéder au site;
- d) la mention de la couverture ou non du site par un réseau pour GSM;
- e) les coordonnées cartographiques du site.

4° Lors de l'organisation d'une journée découverte ou d'un stage, disposer d'une fiche par participant reprenant les renseignements suivants :

- a) nom, prénom;
- b) âge;
- c) adresse;
- d) informations médicales pertinentes;
- e) coordonnées de deux personnes de contact comprenant adresse et numéro de téléphone.

5° Tout formateur et toute personne qui assiste le formateur dans sa tâche, avant le commencement de toute activité :

- a) dispose de la liste des numéros d'appel d'urgence;
- b) dispose de la liste des participants à l'activité et a pris connaissance, le cas échéant, de leurs fiches individuelles;
- c) dispose d'une déclaration d'accident sur le site d'activités;
- d) a pris connaissance des fiches des sites fréquentés lors de l'activité.

6° Tout formateur ou toute personne qui l'assiste dans sa tâche, enseignant une technique de pêche déterminée, détient un permis de pêche qui lui permet de pratiquer la technique qu'il enseigne.

II. Mesures de sécurité lors des activités

Toute activité est encadrée au minimum par deux personnes, dont un formateur agréé.

Les activités sont encadrées par un personnel suffisant en vue d'assurer une surveillance correcte et constante des participants à l'activité. A cette fin, l'école de pêche s'organise de telle manière à ce qu'il y ait au moins un encadrant pour cinq participants à l'activité.

Lors de toute activité, du matériel de secours est disponible et comprend au moins :

- a) un nombre de bouées suffisant en fonction des risques présents sur le site de pêche;
- b) de l'eau propre et du savon antiseptique;
- c) une trousse de secours répondant aux normes légales, dont le contenu minimal mis à jour, est communiqué par l'association halieutique coordinatrice.

III. Objectif et contenu de la formation

Les activités de l'"école de pêche" agréée sont orientées vers l'enseignement d'une pêche respectueuse de la nature et du poisson, ainsi que des autres usagers de la rivière. La découverte du milieu aquatique fait partie intégrante de cet enseignement.

Dans ce cadre, les matières suivantes peuvent être abordées :

- a) connaissance des principales espèces poissons et biologie du milieu aquatique;
- b) techniques de pêche et utilisation du matériel;
- c) notions d'écologie : déchets, utilisation rationnelle de l'eau,...;
- d) notions de manipulation du poisson : maniement lors du décrochage, remise à l'eau, intérêt de l'hameçon sans ardillon,...;
- e) législation en vigueur et organisation de la pêche en Région wallonne.

Un programme de la formation est établi avant le début de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et de formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe 2

Demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément de formateur

Sont à joindre à la présente demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément comme formateur :

1. un extrait de casier judiciaire Modèle 2 conforme à l'article 596, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle, daté de moins de trois mois au moment de la demande d'agrément;
2. l'attestation de suivi avec fruits de la formation organisée par le Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie;
3. une copie de la carte d'identité;
4. deux photos récentes au format carte d'identité.

Demande d'agrément

Renseignements personnels.

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone : Fax :

Adresse mail/site internet :

Date de naissance : lieu :

Profession :

Je certifie sur l'honneur que toutes les informations contenues dans le présent document et ses annexes sont sincères et véritables.

Fait à, le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe 3

Demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'école de pêche

Sont à joindre à la présente demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément comme école de pêche :

1. la copie des statuts de l'association sans but lucratif demanderesse, ainsi que la copie des mentions publiées au *Moniteur belge*;
2. une copie des éventuelles publications réalisées par l'association sans but lucratif demanderesse, ainsi que de tout autre document permettant d'apprécier les activités accomplies par cette dernière dans le domaine de la pêche;
3. un extrait de casier judiciaire Modèle 2 conforme à l'article 596, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle du responsable de l'association sans but lucratif demanderesse, daté de moins de trois mois au moment de la demande d'agrément.

DEMANDE D'AGREMENT

I. Dénomination de l'école ou de l'ASBL demanderesse :

.....

Adresse :

Téléphone : Fax :

Adresse mail/site internet :

II. Personne responsable :

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone : Fax :

Adresse mail/site internet :

1° Cette personne dispose-t-elle d'un agrément en tant que formateur au sens de l'article 31, § 3, du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ?

OUI / NON

Si OUI, n° d'agrément ou date de l'envoi de la demande d'agrément :

.....

2° L'école de pêche dispose-t-elle d'autres(s) formateur(s) agréé(s) au sens du décret visé au 1° ?

OUI / NON

Si OUI, n° des (de l') agrément(s) ou des (de la) demande(s) d'agrément(s) + nom(s) et prénom(s) des formateurs :

.....

III. Engagements :

Du fait de l'introduction de sa demande d'agrément/de renouvellement d'agrément, l'école de pêche s'engage à :

1° organiser chaque année au moins vingt heures de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique, par module d'au moins trois heures consécutives, et ce dans le respect des conditions fixées dans le cahier des charges repris à l'annexe 1^{re};

2° assurer à tous le libre accès aux activités, le cas échéant moyennant le paiement d'un droit d'inscription fixé par le Ministre après avis ou sur proposition du Comité;

3° accepter la présence et le contrôle de représentants du Fonds lors du déroulement des activités;

4° adresser à l'association halieutique coordinatrice, pour le 31 janvier de chaque année, une fiche d'information concernant les activités de l'année, à l'aide d'un formulaire transmis par l'association.

IV. Informations relatives aux activités menées par l'école de pêche (en cas de premier agrément) :

1° L'école de pêche a-t-elle déjà organisé des activités de formation ou de sensibilisation du public à la pêche ou au milieu halieutique ?

OUI / NON

Si oui, veuillez décrire avec le plus de précisions possibles ces activités en y indiquant le contenu, la fréquence, les dates, le nombre de participants par activités, la durée, les modalités d'organisation :

.....

2° Quel est le public généralement visé par les activités organisées par l'école de pêche ?

.....

3° La participation aux activités organisées par l'école de pêche est-elle bien subordonnée au paiement d'un droit d'inscription ? A combien s'élève ce droit ?

.....

4° Combien de participants l'école de pêche peut-elle accueillir aux activités qu'elle organise ?

.....

5° Quelles sont les infrastructures d'accueil disponibles ?

6° Quels sont les sites de pêche fréquentés par l'école de pêche ? S'agit-il de sites privés ou publics ?

Je certifie sur l'honneur que toutes les informations contenues dans le présent document et ses annexes sont sincères et véritables.

Fait à, le

Signature et qualité :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202018]

30. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 8 § 2, 10 § 1 Ziffer 7 und 31;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen";

Aufgrund der am 10. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsausschuss des wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds ("Fonds piscicole et halieutique de Wallonie");

Aufgrund der am 26. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 18. November 2016 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen hohen Rats für den Fischfang ("Conseil supérieur wallon de la Pêche");

Aufgrund des am 2. Februar 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des nach Artikel 3, 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 2. Februar 2017;

Aufgrund des am 6. März 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 60.945/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Ausschuss: der Verwaltungsausschuss des wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds;

3° Dekret vom 27. März 2014: das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

4° Fischerschulen: die in Artikel 31 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen erwähnten Fischerschulen.

KAPITEL II — Ausbildung und Zulassung der Ausbilder

Abschnitt 1 — Ausbildung der Ausbilder

Art. 2 - Die zugelassenen Fischerschulen verfügen über zugelassene Ausbilder, die eine Ausbildung abgelegt haben, die ihnen ermöglicht, eine Betreuung zu gewährleisten, die die in dem Lastenheft nach Anhang 1 festgelegten Mindestanforderungen und Zielsetzungen erfüllt.

Abschnitt 2 — Zulassung der Ausbilder

Art. 3 - Neben der Beachtung der in Artikel 31 § 3 des Dekrets vom 27. März 2014 festgelegten Bedingungen kann jegliche Person die Zulassung als Ausbilder im Sinne des Dekrets vom 27. März 2014 erlangen, insofern das Datum der Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der in Abschnitt 1 erwähnten Ausbildung am Tag des Zulassungsantrags nicht mehr als drei Jahre zurückliegt.

Art. 4 - Der Zulassungsantrag ist an die Verwaltung zu richten:

1° anhand des Formulars, das Anhang 2 bildet;

2° unter Gefahr der Unzulässigkeit per Einschreiben bzw. durch jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht.

Der Minister oder sein Stellvertreter entscheidet über den Antrag, nachdem er die Stellungnahme des Ausschusses eingeholt hat, und er teilt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen 60 Tagen nach Eingang der vollständigen Antragsakte mit.

Art. 5. § 1 - Die Zulassung wird für eine Dauer von zehn Jahren gewährt, die nach dem in Artikel 4 vorgesehenen Verfahren erneuert werden kann.

Im Falle einer Erneuerung der Zulassung reicht der Antragsteller seinen Zulassungsantrag innerhalb von sechs Monaten vor dem Ablauf seiner Zulassung ein.

§ 2 - Der Minister oder sein Stellvertreter kann nach Stellungnahme des Ausschusses die Zulassung entziehen, wenn ernsthafte Anzeichen darauf schließen lassen, dass der Ausbilder die in Artikel 31 § 3 Ziffern 3, 4 und 5 des Dekrets vom 27. März 2014 erwähnten Zulassungsbedingungen nicht beachtet.

Art. 6 - § 1 - Wird eine Zulassung verweigert oder entzogen, kann ein Einspruch innerhalb von dreißig Tagen ab der schriftlichen Verweigerungs- oder Entzugsmitteilung eingereicht werden. Der Einspruch kann bei der Regierung eingereicht werden, wenn die Verweigerung oder der Entzug der Zulassung vom Minister mitgeteilt wurde. Wurde die Mitteilung durch den Stellvertreter des Ministers vorgenommen, wird der Einspruch bei dem Minister eingereicht.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Die Regierung oder der Minister holt die Stellungnahme des Ausschusses ein.

§ 3 - In Ermangelung der Stellungnahme des Ausschusses innerhalb von zwei Monaten ist die Regierung oder der Minister befugt, zu beschließen.

Die Regierung oder der Minister beschließt innerhalb von vier Monaten ab dem Datum des Einreichens des Einspruchs.

Wird der in Paragraph 1 angeführte Einspruch abgelehnt, so beschließt der Minister oder sein Stellvertreter nur dann über einen neuen Zulassungsantrag, wenn neue Informationen eingereicht werden, die einen derartigen Antrag rechtfertigen.

*KAPITEL III — Zulassung und Subventionierung der Fischerschulen**Abschnitt 1 — Zulassung der Fischerschulen*

Art. 7 - Neben der Beachtung der in Artikel 31 § 2 des Dekrets vom 27. März 2014 festgelegten Bedingungen kann jegliche Einrichtung die Zulassung als Fischerschule erlangen, insofern sie innerhalb der zwei Jahre vor dem Eingang des Zulassungsantrags wenigstens zwanzig Stunden Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums organisiert hat und sich verpflichtet:

1° jedes Jahr mindestens zwanzig Stunden Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums in Abschnitten von jeweils mindestens drei aufeinanderfolgenden Stunden zu organisieren und dies unter Beachtung der im Lastenheft von Anhang 1 auferlegten Bedingungen;

2° den freien Zugang zu den Aktivitäten zu gewährleisten, gegebenenfalls gegen Zahlung einer Einschreibgebühr, deren Betrag durch den Minister nach Stellungnahme oder auf Vorschlag des Ausschusses festgelegt wird;

3° die Anwesenheit und die Kontrolle der Vertreter des Fonds bei der Durchführung der Aktivitäten zuzulassen;

4° der koordinierenden Fischereivereinigung bis am 31. Januar jeden Jahres ein Informationsblatt über die im Laufe des Jahres stattfindenden Aktivitäten anhand eines vor der Vereinigung übermittelten Formulars zukommen zu lassen.

Art. 8 - Der Zulassungsantrag wird an die Verwaltung gerichtet:

1° anhand des Formulars, das Anhang 3 bildet;

2° unter Gefahr der Unzulässigkeit per Einschreiben bzw. durch jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht.

Der Minister oder sein Stellvertreter entscheidet über den Antrag, nachdem er die Stellungnahme des Ausschusses eingeholt hat, und er teilt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen 60 Tagen nach Eingang der vollständigen Antragsakte mit.

Art. 9 - § 1 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum von zehn Jahren gewährt, der nach dem in Artikel 8 vorgesehenen Verfahren erneuert werden kann.

Im Falle einer Erneuerung der Zulassung muss der Antragsteller seinen Zulassungsantrag innerhalb von sechs Monaten vor dem Ablauf seiner Zulassung einreichen.

§ 2 - Der Minister oder sein Stellvertreter kann nach Stellungnahme des Ausschusses die Zulassung entziehen, wenn die Fischerschule entweder:

1° eine der in Artikel 31 § 2 des Dekrets vom 27. März 2014 und in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses angeführten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt oder eine der in Anwendung von Artikel 7 Ziffern 1 bis 4 eingegangenen Verpflichtungen nicht mehr einhält;

2° oder sie die von dem Fonds bezogenen Finanzhilfen nicht gemäß deren Verwendungszweck einsetzt und die für die Auszahlung dieser Finanzhilfen festgelegten Bestimmungen nicht beachtet;

3° oder Handlungen ausüben lässt, die im Rahmen der Aktivitäten, die sie organisiert, gegen die guten Sitten oder die geltende Gesetzgebung verstoßen.

§ 3 - Der Minister oder sein Stellvertreter informiert die zugelassene Fischerschule per Einschreiben über den Entzug der Zulassung.

Art. 10 - § 1 - Wird eine Zulassung verweigert oder entzogen, kann ein Einspruch innerhalb von dreißig Tagen ab der schriftlichen Verweigerungs- oder Entzugsmitteilung eingereicht werden. Der Einspruch kann bei der Regierung eingereicht werden, wenn die Verweigerung oder der Entzug der Zulassung vom Minister mitgeteilt wurde. Wurde die Mitteilung durch den Stellvertreter des Ministers vorgenommen, wird der Einspruch bei dem Minister eingereicht. Der Einspruch wird per Einschreiben bzw. durch jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, eingereicht.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Die Regierung oder der Minister holt die Stellungnahme des Ausschusses ein.

§ 3 - In Ermangelung der Stellungnahme des Ausschusses innerhalb von zwei Monaten ist die Regierung oder der Minister befugt, zu beschließen.

Die Regierung oder der Minister beschließt innerhalb von vier Monaten ab dem Datum des Einreichens des Einspruchs.

Wird der in Paragraph 1 angeführte Einspruch abgelehnt, so beschließt der Minister oder sein Stellvertreter nur dann über einen neuen Zulassungsantrag, wenn neue Informationen eingereicht werden, die einen derartigen Antrag rechtfertigen.

Art. 11 - Die zugelassenen Fischerschulen werden im Rahmen ihrer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten durch die Versicherungspolice gegen Haftpflichtrisiken und Unfälle mit Personenschaden, die durch den Fonds abgeschlossen wurde, versichert, sofern sie die Auflagen des in der Anlage 1 angeführten Lastenheftes erfüllen.

Art. 12 - Die Teilnehmer an einer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivität im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums, die durch eine zugelassene Fischerschule organisiert wird, werden von der Pflicht befreit, im Besitz eines Angelscheins zu sein, wenn sie im Rahmen dieser Aktivitäten fischen.

Die Teilnehmer an einer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivität im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums, die durch eine zugelassene Fischerschule organisiert wird, dürfen vorübergehend die gefangenen Fische aufbewahren, die bei dieser Aktivität die gesetzlich vorgeschriebene Mindestgröße nicht aufweisen. Die Fischerschule trifft alle Vorkehrungen, um das Überleben dieser Fische, die nach Abschluss der Aktivität wieder im Wasser freigelassen werden, zu gewährleisten.

Abschnitt 2 — Subventionierung der zugelassenen Fischerschulen

Art. 13 - Der in Artikel 31 § 4 des Dekrets vom 27. März 2014 angeführte Betrag der Subvention wird festgelegt nach der Art der Aktivitäten und der Anzahl Aktivitäten jeder Art, die die zugelassene Fischerschule im Laufe des Jahres, für das die Subvention beantragt wird, zu organisieren beabsichtigt.

Bei den vier Arten von Aktivitäten handelt es sich um folgende:

1° die wiederholt organisierten Aktivitäten mit einer Mindestdauer von drei Stunden wöchentlich, die die Ausübung des Fischfangs und/oder die Sensibilisierung im Bereich des aquatischen Lebensraums betreffen;

2° die Entdeckungstage mit einer Mindestdauer von sechs Stunden, von denen mindestens zwei Stunden dem Fischfang gewidmet werden;

3° die kurzen Einführungs- und Weiterbildungskurse mit einer Mindestdauer von vier Stunden täglich und einer Mindestdauer von achtzehn Stunden wöchentlich;

4° die langen Einführungs- und Weiterbildungskurse mit einer Mindestdauer von vier Stunden täglich und einer Mindestdauer von dreißig Stunden wöchentlich.

Betreffend Ziffer 3 macht die Ausübung des Fischfangs wenigstens zwei Stunden täglich und zehn Stunden über die Dauer des Kurses aus.

Betreffend Ziffer 4 macht die Ausübung des Fischfangs wenigstens zwei Stunden täglich und sechszehn Stunden über die Dauer des Kurses aus.

Zur Berechnung der Subvention bestimmt der Minister auf Vorschlag des Ausschusses den Höchstbetrag der Finanzhilfe, die für jede Art der Aktivität gewährt werden kann.

Art. 14 - Die zugelassene Fischerschule reicht den Subventionsantrag spätestens am 15. Januar des Jahres, für das eine Subvention beantragt wird, bei der Verwaltung ein.

Der Subventionsantrag umfasst das Programm der voraussichtlichen Aktivitäten, die nach den vier in Artikel 13 festgelegten Arten aufgliedert werden und die die zugelassene Fischerschule im Laufe des Jahres, für das die Subvention beantragt wird, durchzuführen beabsichtigt.

Art. 15 - Die Verwaltung informiert die Fischerschulen über die Gewährung der Subvention vor dem 31. März des Jahres, für das die Subvention beantragt wird.

Art. 16 - Nach Zustimmung durch den Minister oder dessen Bevollmächtigten zahlt die Verwaltung die Subvention nach folgenden Modalitäten aus:

1° ein erster Teilbetrag, dessen Betrag fünfzig Prozent der Subvention entspricht, kann bei der Bekanntgabe der Gewährung der Subvention gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung ausbezahlt werden;

3° der Restbetrag wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung sowie einer mit Beweisstücken und einem Tätigkeitsbericht nach einem Muster, das dem Erlass zur Gewährung der Subvention beigefügt wird, versehenen Aufstellung der Einnahmen und Betriebsausgaben, die mit der Organisation der Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten verbunden sind, ausbezahlt.

KAPITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Die Fischerschulen und die Ausbilder, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen" zugelassen wurden, bleiben zugelassen bis zum Ablauf dieser Zulassung oder bis am 30. Juni 2018, falls ihre Zulassung vor diesem Datum abläuft.

Art. 18 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen" wird aufgehoben.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Anhang 1

Lastenheft der zugelassenen Fischerschulen

I. Maßnahmen für die Organisation der Aktivitäten

1° Eine breite Förderung der Aktivitäten über die verfügbaren Kanäle und prioritär über die zu diesem Zweck entwickelte Website www.stagesdepeche.be gewährleisten.

2° Über eine Liste von Notrufnummern der Notdienste, Feuerwehren, Ärzte und Apotheker verfügen. Diese Liste ist schnell und ständig im Laufe der durch die Fischerschule organisierten Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten einsehbar. Ein Telefon oder ein Handy ist immer dort zugänglich, wo die Freiluftaktivitäten stattfinden.

3° Die im Laufe der Aktivitäten besuchten Gebiete sind vorher erkundet worden und für jedes Gebiet ist eine Karte mit folgenden Angaben zu erstellen:

- a) der Name, die Anschrift oder Ortsbezeichnung des Gebiets;
- b) die Risiken und vorzusehende Vorbeugungsmaßnahmen;
- c) die Angaben, die den Zugang der Notdienste zum Gebiet ermöglichen;
- d) die Angabe, ob das Gebiet durch ein Mobiltelefonnetz abgedeckt ist oder nicht;
- e) die kartographischen Daten des Gebiets.

4° Bei der Organisation eines Entdeckungstags oder eines Kurses für jeden Teilnehmer über eine Karte mit den folgenden Angaben verfügen:

- a) Name, Vorname;
- b) Alter;
- c) Anschrift;
- d) relevante medizinische Informationen;
- e) Kontaktdaten von zwei Kontaktpersonen, die die Anschrift und eine Telefonnummer umfassen.

5° Jeglicher Ausbilder und jegliche Person, die diesen bei seiner Aufgabe unterstützt, muss vor dem Beginn jeglicher Tätigkeit:

- a) über die Liste der Notrufnummern verfügen;
- b) über die Liste der Teilnehmer an der Aktivität verfügen und ggf. Kenntnis von ihren individuellen Karten genommen haben;
- c) am Ort, an dem die Tätigkeit stattfindet, über eine Unfallerkklärung verfügen;
- d) Kenntnis der Karten der bei der Tätigkeit besuchten Gebiete genommen haben.

6° Jeglicher Ausbilder und jegliche Person, die diesen bei seiner Aufgabe unterstützt, der eine bestimmte Fischfangtechnik lehrt, ist im Besitz eines Fischereischeins, der ihm ermöglicht, die Technik, die er lehrt, auszuüben.

II. Sicherheitsmaßnahmen bei den Aktivitäten

Jede Aktivität wird wenigstens von zwei Personen betreut, von denen eine ein zugelassener Ausbilder ist.

Die Aktivitäten werden stets von einer ausreichenden Anzahl Personen betreut werden, um eine angemessene und ständige Überwachung der Teilnehmer an der Aktivität zu gewährleisten. Zu diesem Zweck plant die Fischerschule die Aktivität so, dass auf fünf Teilnehmer jeweils wenigstens ein Betreuer kommt.

Bei jeder Aktivität ist Erste-Hilfe-Material verfügbar, das mindestens Folgendes umfasst:

- a) eine genügende Anzahl von Rettungsbojen je nach den auf dem Gebiet des Fischfangs vorhandenen Risiken;
- b) sauberes Wasser und antiseptische Seife;
- c) ein Verbandskasten, der den gesetzlichen Normen genügt und dessen stets auf dem neuesten Stand gehaltener Inhalt der koordinierenden Fischereivereinigung mitgeteilt wird.

III. Ziel und Inhalt der Ausbildung

Bei den Aktivitäten der zugelassenen Fischerschule wird auf einen Unterricht des Fischfangs Wert gelegt, bei dem die Natur, der Fisch sowie die anderen Benutzer des Flusses respektvoll behandelt werden. Die Entdeckung des aquatischen Lebensraums ist Bestandteil dieses Unterrichts.

Dabei können die folgenden Themenbereiche behandelt werden:

- a) Kenntnis der Hauptfischarten und des aquatischen Lebensraums;
- b) Fischfangtechniken und Verwendung des Materials;
- c) Grundkenntnisse des Naturschutzes: Abfälle, rationelle Wasserverwendung,...;
- d) Grundkenntnisse beim Umgang mit Fischen: Umgang beim Abhaken der Fische, die Wiedereinsetzung der Fische ins Wasser, Interesse des Hakens ohne Dorn,...;
- e) geltende Gesetzgebung und Organisation des Fischfangs in der Wallonischen Region.

Ein Ausbildungsprogramm wird vor Beginn dieser Ausbildung ausgearbeitet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen beigelegt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang 2

Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Ausbilder

Dem vorliegenden Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Ausbilder ist Folgendes beizufügen:

1. ein Auszug aus dem Strafregister Muster 2 gemäß Artikel 596 Absatz 2 der Strafprozessordnung, der zum Zeitpunkt des Zulassungsantrags weniger als drei Monate alt ist;
2. die Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der vom Verwaltungsausschuss des wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds organisierten Ausbildung;
3. eine Kopie des Personalausweises;
4. zwei aktuelle Fotos im Personalausweisformat.

ZULASSUNGSANTRAG

Persönliche Auskünfte.

Name, Vorname:

Anschrift:

Telefon: Fax:

E-Mail-Adresse/Website:

Geburtsdatum: Ort:

Beruf:

Ich bestätige auf Ehrenwort, dass die gesamten im vorliegenden Dokument und seinen Anlagen angeführten Informationen richtig und vollständig sind.

Geschehen zu, den

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen beigelegt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang 3

Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Fischerschule

Dem vorliegenden Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Fischerschule ist Folgendes beizufügen:

1. die Abschrift der Satzungen der antragstellenden Vereinigung ohne Erwerbszweck sowie die Abschrift der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Angaben;
2. eine Abschrift der eventuellen Veröffentlichungen, die die antragstellende Vereinigung ohne Erwerbszweck vorgenommen hat, sowie jedes sonstigen Dokuments, durch das die durch Letztere im Bereich des Fischfangs ausgeführten Aktivitäten eingeschätzt werden können;
3. ein Auszug aus dem Strafregister Muster 2 gemäß Artikel 596 Absatz 2 der Strafprozessordnung des Verantwortlichen der antragstellenden Vereinigung ohne Erwerbszweck, der zum Zeitpunkt des Zulassungsantrags weniger als drei Monate alt ist.

ZULASSUNGSANTRAG

I. Bezeichnung der antragstellenden Schule oder VoE:

.....

Anschrift:

Telefon: Fax:

E-Mail-Adresse/Website:

II. Verantwortliche Person:

Name, Vorname:

Anschrift:

Telefon: Fax:

E-Mail-Adresse/Website:

1° Verfügt diese Person über eine Zulassung als Ausbilder im Sinne von Artikel 31 § 3 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen?

JA / NEIN

Wenn JA, Zulassungsnummer oder Datum der Übermittlung des Zulassungsantrags:

.....

2° Verfügt die Fischerschule über (einen) andere(n) zugelassene(n) Ausbilder im Sinne des unter Ziffer 1 erwähnten Dekrets?

JA / NEIN

Wenn JA, Nummer der Zulassung(en) oder des/der Antrag/Anträge auf Zulassung + Name und Vorname(n) der Ausbilder:

.....

III. Verpflichtungen:

Durch die Einreichung ihres Antrags auf Zulassung/Erneuerung der Zulassung verpflichtet sich die Fischerschule

1° jedes Jahr mindestens zwanzig Stunden Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums in Abschnitten von jeweils mindestens drei aufeinanderfolgenden Stunden organisieren und dies unter Beachtung der im Lastenheft von Anhang 1 auferlegten Bedingungen;

2° den freien Zugang zu den Aktivitäten zu gewährleisten, gegebenenfalls gegen Zahlung einer Einschreibgebühr, deren Betrag durch den Minister nach Stellungnahme oder auf Vorschlag des Ausschusses festgelegt wird;

3° die Anwesenheit und die Kontrolle der Vertreter des Fonds im Rahmen der Durchführung der Aktivitäten zuzulassen;

4° der koordinierenden Fischereivereinigung bis am 31. Januar jeden Jahres ein Informationsblatt über die im Laufe des Jahres stattfindenden Aktivitäten anhand eines vor der Vereinigung übermittelten Formulars zukommen zu lassen.

IV. Informationen über die Aktivitäten der Fischerschule (im Fall einer ersten Zulassung):

1° Hat die Fischerschule bereits Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs oder des aquatischen Lebensraums organisiert?

JA / NEIN

Wenn ja, bitte beschreiben Sie diese Aktivitäten so genau wie möglich unter Angabe des Inhalts, der Häufigkeit, der Daten, der Anzahl Teilnehmer pro Aktivität, der Dauer, der Organisationsmodalitäten:

.....

2° Welches ist das Zielpublikum der durch die Fischerschule organisierten Aktivitäten?

.....

3° Ist die Teilnahme an den durch die Fischerschule organisierten Aktivitäten mit der Zahlung einer Einschreibgebühr verbunden? Wie hoch ist diese Gebühr?

.....

4° Wie viele Teilnehmer kann die Fischerschule im Rahmen der Aktivitäten, die sie organisiert, aufnehmen?

.....

5° Welche Empfangsinfrastrukturen sind verfügbar?

.....

6° Welche Fischfanggebiete werden von der Fischerschule besucht? Handelt es sich dabei um private oder öffentliche Gebiete?

.....

Ich bestätige auf Ehrenwort, dass die gesamten im vorliegenden Dokument und seinen Anlagen angeführten Informationen richtig und vollständig sind.

Geschehen zu, den

Unterschrift und Eigenschaft:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen beigelegt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
 und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202018]

30 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op de artikelen 8, § 2, en 10, § 1, 7^o, en 31;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 betreffende de erkenning van de "vissersscholen" en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende "vissersscholen";

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" (Waal visserij- en hengelfonds), gegeven op 10 oktober 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 oktober 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 18 november 2016,

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2017;

Gelet op het rapport van 2 februari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 60.945/4 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landelijke Aangelegenheden en Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de Administratie : de Directie Jacht en Visvangst van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2^o het Comité : het Beheerscomité van het "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie";

3^o het decreet van 27 maart 2014 : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

4^o de vissersscholen : de vissersscholen bedoeld in artikel 31 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.

HOOFDSTUK II. — *Opleiding en erkenning van de opleiders**Afdeling 1. — Opleiding van de opleiders*

Art. 2. De erkende vissersscholen beschikken over erkende opleiders die een opleiding hebben gevolgd met het oog op het verzekeren van een begeleiding die de minimale normen en doelstellingen vermeld in het in bijlage 1 bedoelde bestek vervult.

Afdeling 2. — Erkenning van de opleiders

Art. 3. Naast de naleving van de voorwaarden bepaald in artikel 31, § 3, van het decreet van 27 maart 2014 kan elke persoon als opleider in de zin van het decreet van 27 maart 2014 erkend worden indien de datum van zijn getuigschrift van de geslaagde opleiding bedoeld in afdeling 1 van minder dan drie jaar op de dag van zijn erkenningsaanvraag dateert.

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt aan de Administratie gericht :

1^o aan de hand van het formulier bedoeld in bijlage 2;

2^o op straffe van onontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending.

De Minister of diens afgevaardigde beslist over de aanvraag na het advies van het Comité ingewonnen te hebben en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier.

Art. 5. § 1. De erkenning wordt toegekend voor een periode van tien jaar die overeenkomstig de in artikel 4 bedoelde procedure hernieuwbaar is.

Bij verlenging van de erkenning dient de aanvrager zijn erkenningsaanvraag binnen zes maanden vóór de vervaldatum van zijn erkenning in.

§ 2. De Minister of diens afgevaardigde kan na advies van het Comité de erkenning intrekken als ernstige aanwijzingen laten vermoeden dat de opleider de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 31, § 3, 3^o, 4^o en 5^o, van het decreet van 27 maart 2014 niet naleeft.

Art. 6. § 1. Wanneer de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt, kan een beroep ingediend worden binnen dertig dagen te rekenen van de schriftelijke kennisgeving van de weigering of de intrekking. Het beroep wordt bij de Regering ingediend wanneer de weigering of de intrekking van de erkenning door de Minister is meegedeeld. Indien deze kennisgeving door de afgevaardigde van de Minister is verricht, wordt het beroep bij de Minister ingediend.

Het beroep is niet opschortend.

§ 2. De Regering of de Minister verzoekt het Comité om advies.

§ 3. Bij gebrek aan advies van het Comité binnen twee maanden kan de Regering of de Minister beslissen.

De Regering of de Minister beslist binnen vier maanden na de indiening van het beroep.

Indien het in § 1 bedoelde beroep verworpen wordt, beslist de Minister of diens afgevaardigde slechts over een nieuwe erkenningsaanvraag indien nieuwe elementen worden voorgesteld om een dergelijke aanvraag te rechtvaardigen.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en subsidiëring van de vissersscholen*

Afdeling 1. — Erkenning van de vissersscholen

Art. 7. Naast de naleving van de voorwaarden bepaald in artikel 31, § 2, van het decreet van 27 maart 2014 kan elke instelling als vissersschool erkend worden indien ze gedurende de twee jaar voor de ontvangst van de erkenningsaanvraag minstens twintig uren opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten betreffende de visserij en het aquatisch milieu gegeven heeft en indien ze zich ertoe verbindt :

1° elk jaar minstens twintig uren opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu te organiseren, per module van minstens drie opeenvolgende uren en dit met inachtneming van de voorwaarden bepaald in het bestek vermeld in bijlage I;

2° voor de vrije toegang tot de activiteiten te zorgen mits betaling van inschrijvingsgeld vastgelegd door de Minister na advies of op voorstel van het Comité;

3° de aanwezigheid en de controle van de vertegenwoordigers van het Fonds te aanvaarden tijdens de activiteiten;

4° voor 31 januari van elk jaar een infofiche betreffende de activiteiten van het jaar aan de coördinerende hengelvereniging te richten aan de hand van een door de vereniging overgemaakt formulier.

Art. 8. De erkenningsaanvraag wordt aan de Administratie gericht :

1° aan de hand van het in bijlage 3 bedoelde formulier;

2° op straffe van onontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending.

De Minister of diens afgevaardigde beslist over de aanvraag na het advies van het Comité ingewonnen te hebben en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier.

Art. 9. § 1. De erkenning wordt toegekend voor een periode van tien jaar die overeenkomstig de in artikel 8 bedoelde procedure hernieuwbaar is.

Bij verlenging van de erkenning dient de aanvrager zijn erkenningsaanvraag binnen zes maanden vóór de vervaldatum van zijn erkenning in.

§ 2. De Minister of diens afgevaardigde kan op advies van het Comité de erkenning intrekken wanneer de erkende vissersschool ofwel :

1° één van de erkenningsvoorwaarden vermeld in artikel 31, § 2, van het decreet van 27 maart 2014 en in artikel 7 van dit besluit, niet meer vervult, of één van de verbintenissen die ze overeenkomstig artikel 7, 1° tot 4°, heeft aangegaan, niet nakomt;

2° de financiële tegemoetkomingen van het Fonds niet aanwendt volgens de bestemming en de regels die terzake zijn vastgelegd, niet naleeft;

3° handelingen laat uitvoeren die in strijd zijn met een goed zedelijk gedrag of met de vigerende wetgeving in het kader van de activiteiten die zij organiseert.

§ 3. De Minister of diens afgevaardigde geeft de vissersschool bij aangetekend schrijven kennis van de intrekking van zijn erkenning.

Art. 10. § 1. Wanneer de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt, kan een beroep ingediend worden binnen dertig dagen te rekenen van de schriftelijke kennisgeving van de weigering of de intrekking. Het beroep wordt bij de Regering ingediend wanneer de weigering of de intrekking van de erkenning door de Minister is meegedeeld. Indien deze kennisgeving door de afgevaardigde van de Minister is verricht, wordt het beroep bij de Minister ingediend. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending ingediend.

Het beroep is niet opschortend.

§ 2. De Regering of de Minister verzoekt het Comité om advies.

§ 3. Bij gebrek aan advies van het Comité binnen twee maanden kan de Regering of de Minister beslissen.

De Regering of de Minister beslist binnen vier maanden na de indiening van het beroep.

Indien het in § 1 bedoelde beroep verworpen wordt, beslist de Minister of diens afgevaardigde over een nieuwe erkenningsaanvraag slechts indien nieuwe elementen worden voorgesteld om een dergelijke aanvraag te rechtvaardigen.

Art. 11. De erkende vissersscholen worden in het kader van hun opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten gedekt door de verzekeringspolis inzake burgerlijke aansprakelijkheid en lichamelijke ongevallen afgesloten door het Fonds voor zover zij zich houden aan het bestek opgenomen in bijlage I.

Art. 12. De deelnemers aan een opleidings- en sensibiliseringsactiviteit inzake visserij en aquatisch milieu ingericht door een erkende vissersschool zijn vrijgesteld van de verplichting houder te zijn van een visvergunning als zij in het kader van deze activiteiten vissen.

De deelnemers aan een opleidings- en sensibiliseringsactiviteit inzake visserij en aquatisch milieu ingericht door een erkende vissersschool mogen vissen die tijdens deze activiteit de wettelijke minimumlengte niet hebben, tijdelijk vangen. De erkende vissersschool neemt alle voorzorgsmaatregelen om het voortbestaan van die vissen te verzekeren die vrijgelaten worden voor het einde van de activiteit.

Afdeling 2. — Subsidie aan de erkende vissersscholen

Art. 13. Het bedrag van de in artikel 31, § 4, bedoelde subsidie van het decreet van 27 maart 2014 wordt vastgelegd op grond van het type activiteiten en het aantal activiteiten van elke type die de erkende vissersschool voornemens is te organiseren tijdens het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

De vier typen activiteiten zijn :

1° de terugkerende activiteiten met een minimale duur van drie uur wekelijkse activiteiten die betrekking hebben op het vissen en/of de sensibilisering voor de aquatische milieus;

2° de kennismakingsdagen met een minimale duur van zes uur, waaronder een minimum van twee uur visvangst;

3° de korte introductie- en bijscholingscursussen met een minimale duur van vier uur per dag, waaronder een minimum van achttien uur per week;

4° de lange introductie- en bijscholingscursussen met een minimale duur van vier uur per dag, waaronder een minimum van dertig uur per week.

Wat punt 3 ° betreft, duurt de visvangst minstens twee uur per dag en tien uur over de gehele duur van de stage.

Wat punt 4° betreft, duurt de visvangst minstens twee uur per dag en zestien uur over de gehele duur van de stage.

Met het oog op de berekening van het bedrag van de subsidie bepaalt de Minister op voorstel van het Comité het maximumbedrag van de financiële steun die voor elk type activiteiten toegekend kan worden.

Art. 14. De erkende vissersschool dient de subsidieaanvraag bij de Administratie in uiterlijk op 15 januari van het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

De subsidieaanvraag omvat een programma van de vooruitzichten van de activiteiten verdeeld volgens de in artikel 13 bedoelde vier typen activiteiten die de erkende vissersschool voornemens is te organiseren tijdens het jaar waarin de subsidie wordt aangevraagd.

Art. 15. De Administratie deelt de toekenning van de subsidie aan de erkende vissersscholen mee vóór 31 maart van het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Art. 16. De Administratie vereffent de subsidie na goedkeuring door de Minister of diens afgevaardigde volgens de volgende modaliteiten :

1° een eerste schijf die 50 % van de subsidie bedraagt, kan worden uitbetaald na kennisgeving ervan, op voorlegging van een deugdelijk en onvergolden verklaarde schuldvordering;

2° het saldo wordt uitbetaald, op voorlegging van een deugdelijk en onvergolden verklaarde schuldvordering, evenals van een staat van inkomsten en werkingsuitgaven in verband met de organisatie van opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten, vergezeld van de nodige bewijsstukken en van een activiteitenverslag opgesteld op grond van een bij het subsidiebesluit bijgevoegde formulier.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 17. De vissersscholen en de opleiders die overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 betreffende de erkenning van de "vissersscholen" en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende "vissersscholen" erkend zijn, blijven erkend tot de vervaldatum van die erkenning of tot 30 juni 2018 indien hun erkenning vóór deze datum vervalt.

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 betreffende de erkenning van de "vissersscholen" en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende "vissersscholen" wordt opgeheven.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage 1

Bestek van de erkende vissersscholen

I. Maatregelen voor de organisatie van de activiteiten

1° Een ruime bevordering van de activiteiten via de beschikbare kanalen en bij voorkeur via de daartoe ontwikkelde website www.stagesdepeche.be bevorderen.

2° Over een lijst beschikken met noodtelefoonnummers (spoeddiensten, brandweer, arts, apotheker). Deze lijst moet op elk ogenblik kunnen ingekeken worden tijdens de opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten die door de vissersschool worden georganiseerd. Een telefoon of GSM moet steeds binnen bereik zijn tijdens buitenactiviteiten.

3° De sites die tijdens de activiteiten bezocht worden voorafgaandelijk verkennen en voor elke site een fiche opmaken met :

- a) de naam, het adres of de naam van het gehucht van de site;
- b) de risico's en voorzorgsmaatregelen waarin moet worden voorzien;
- c) de aanwijzingen voor de spoeddiensten om de site te bereiken;
- d) de vermelding of de site al dan niet door een GSM netwerk wordt gedekt;
- e) de cartografische coördinaten van de site.

4° Bij de organisatie van een kennismakingsdag of van een stage, over een fiche per deelnemer beschikken met de volgende gegevens :

- a) naam, voornaam;
- b) leeftijd;
- c) adres;
- d) relevante medische informatie;
- e) contactgegevens van twee contactpersonen, met adres en telefoonnummer.

5° Elke opleider en elke persoon die de opleider in zijn taak bijstaat, zal vóór het begin van elk activiteit :

- a) over de lijst met noodtelefoonnummers beschikken;
- b) over de lijst van de deelnemers aan de activiteit beschikken en kennis genomen hebben, in voorkomend geval, van de individuele fiches;
- c) over een aangifte van ongeval op de activiteitsite beschikken;
- d) kennis genomen hebben van de fiches met de sites die tijdens de activiteit worden bezocht.

6° Elke opleider of elke persoon die hem in zijn taak bijstaat, die een bepaalde vistechiek onderricht, is houder van een visvergunning die hem mogelijk maakt de visvangstechniek die hij onderricht, uit te oefenen.

II. Veiligheidsmaatregelen tijdens de activiteiten

Elke activiteit wordt minstens door twee personen, onder wie een erkende opleider, begeleid.

De activiteiten moeten steeds door voldoende personeel worden begeleid om een correct en permanent toezicht te houden op de deelnemers aan de activiteit. Daartoe zorgt de vissersschool ervoor dat er minstens één begeleidende persoon is voor vijf deelnemers aan de activiteit.

Bij elke activiteit moet hulpverleningsmaterieel beschikbaar zijn dat minstens het volgende bevat :

- a) voldoende boeien in functie van de risico's op de visplaats;
- b) zuiver water en antiseptische zeep;
- c) een verbanddoos die aan de wettelijke normen voldoet, waarvan de minimale bijgewerkte inhoud door de coördinerende hengilvereniging wordt meegedeeld.

III. Doelstelling en inhoud van de opleiding

De activiteiten van de erkende vissersschool wordt georiënteerd op het onderwijs van een visserij die respect toont voor de natuur, de vis en de andere riviergebruikers. De ontdekking van het aquatisch milieu maakt noodzakelijk deel uit van dit onderwijs.

In dit kader kunnen de volgende materies besproken worden :

- a) kennis van de voornaamste vissoorten en biologie van het aquatisch milieu;
- b) vistechieken en materieelgebruik;
- c) inleiding in de milieukunde : afval, rationeel watergebruik,...;
- d) inleiding tot het hanteren van de vis : hanteren tijdens het losshaken, weer in het water werpen, belang van de vishaak zonder tong,...;
- e) vigerende wetgeving en organisatie van de visserij in het Waalse Gewest.

Vóór het begin van de opleiding wordt een opleidingsprogramma opgesteld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage 2

Aanvraag voor een erkenning of een verlenging van erkenning als opleider

De volgende stukken worden gevoegd bij deze aanvraag om erkenning/verlenging van een erkenning als opleider :

1. een uittreksel van het strafregister, model 2, dat overeenstemt met het model bedoeld in artikel 596, tweede lid van het wetboek van strafvordering, dat van minder dan drie maanden dateert op het moment van de erkenningsaanvraag;
2. het attest waaruit blijkt dat hij de door het Beheerscomité van het "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" georganiseerde opleiding met succes gevolgd heeft;
3. een afschrift van de identiteitskaart;
4. twee recente foto's in het identiteitskaartformaat.

erkenningsaanvraag

Persoonlijke inlichtingen.

Naam, voornaam :

Adres :

Telefoon : Fax :

E-mail/website :

Geboortedatum : Plaats :

Beroep :

Ik verklaar op erewoord dat alle informatie in dit document en zijn bijlagen juist en oprecht is.

Gedaan te, op

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Luchthavens en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—————
Bijlage 3

Aanvraag voor een erkenning of een verlenging van erkenning als vissersschool

De volgende stukken worden gevoegd bij deze aanvraag om erkenning/verlenging van een erkenning als vissersschool :

1. het afschrift van de statuten van de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk; alsook een afschrift van de berichten die in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt;

2. een afschrift van de eventuele publicaties van de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk, alsook elk ander stuk aan de hand waarvan de activiteiten van de vereniging inzake visserij beoordeeld kan worden;

3. een uittreksel van het strafregister van de verantwoordelijke voor de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk, model 2, dat overeenstemt met het model bedoeld in artikel 596, tweede lid van het wetboek van strafvordering, en dat van minder dan drie maanden dateert op het moment van de erkenningsaanvraag.

ERKENNINGSAANVRAAG

I. Benaming van de school of de verzoekende VZW :

.....

Adres :

Telefoon : Fax :

E-mail/website :

II. Verantwoordelijke :

Naam, voornaam :

Adres :

Telefoon : Fax :

E-mail/website :

1° Beschikt deze persoon over een erkenning als opleider in de zin van artikel 31, § 3, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren ?

JA / NEE

Indien JA, erkenningsnummer of datum van de verzending van de erkenningsaanvraag :

.....

2° Beschikt de vissersschool over andere erkende opleider(s) in de zin van het decreet bedoeld in 1° ?

JA / NEE

Indien JA, nummer(s) van de erkenning(en) of van de erkenningsaanvraag(agen) + naam(namen) en voornaam-(voornamen) van de opleiders :

.....

III. Verbintenissen :

Door de indiening van zijn aanvraag voor een erkenning of een verlenging van erkenning verbindt de vissersschool er zich toe :

1° elk jaar minstens twintig uren opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu te organiseren, per module van minstens drie opeenvolgende uren en dit met inachtneming van de voorwaarden bepaald in het bestek vermeld in bijlage I;

2° voor de vrije toegang tot de activiteiten te zorgen mits betaling van inschrijvingsgeld vastgelegd door de Minister na advies of op voorstel van het Comité;

3° de aanwezigheid en de controle van de vertegenwoordigers van het Fonds te aanvaarden tijdens de activiteiten;

4° voor 31 januari van elk jaar een infociche betreffende de activiteiten van het jaar aan de coördinerende hengelvereniging te richten aan de hand van een door de vereniging overgemaakt formulier.

IV. Informatie betreffende de door de vissersschool (in geval van een eerste erkenning) uitgeoefende activiteiten :

1° Heeft de vissersschool reeds opleidings- en sensibiliseringsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu georganiseerd ?

JA / NEE

Indien JA, gelieve deze activiteiten zo nauwkeurig mogelijk te beschrijven met vermelding van de inhoud, frequentie, data, aantal deelnemers per activiteit, duur, organisatiemodaliteiten :

.....

2° Welk publiek heeft de vissersschool meestal op het oog bij het organiseren van deze activiteiten ?

.....

3° Moet er inschrijvingsgeld betaald worden om deel te nemen aan de activiteiten die de vissersschool organiseert ? Hoeveel bedraagt dit inschrijvingsgeld ?

.....

4° Hoeveel deelnemers kan de vissersschool opnemen in deze activiteiten ?

5° Uit wat bestaat de onthaalinfrastructuur ?

6° Welke zijn de visplaatsen die de vissersschool vaak bezoekt ? Gaat het om privé of openbare plaatsen ?

Ik verklaar op erewoord dat alle informatie in dit document en zijn bijlagen juist en oprecht is.

Gedaan te, op

Handtekening en hoedanigheid :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202015]

8 MARS 2017. — Arrêté ministériel déterminant les cahiers des charges participant en 2017 au programme d'aide et les montants de référence de l'aide tels que prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.17, § 1^{er}, alinéa 2, D.134, D.164, D.173, alinéa 2, et D.183, § 2, 1^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles, l'article 2, alinéa 2, et l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er},

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année d'application 2017, les cahiers des charges éligibles à l'aide octroyée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles sont repris à l'annexe.

Art. 2. Pour l'année d'application 2017, l'annexe reprend, pour chaque cahier des charges éligible, le montant de référence qui représente le montant annuel maximum de l'aide octroyée à chaque agriculteur engagé dans ledit cahier des charges.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Namur, le 8 mars 2017.

R. COLLIN

ANNEXE

Liste des cahiers des charges éligibles et des montants de référence de l'aide pour 2017

Cahiers des charges éligibles	Montants de référence (en euros)	
• "Productions biologiques porcine, avicole, cunicole, apicole (miel et produits de la ruche) et hélicole" ⁽¹⁾		
En fonction du nombre d'animaux sous certification :		
Porcs à l'engrais :	De 1 à 750	€ 350,00
	De 751 à 1 300	€ 700,00
	A partir de 1 301	€ 1.050,00
Poulets de chair :	De 1 à 10 800	€ 350,00
	De 10 801 à 19 000	€ 700,00
	A partir de 19 001	€ 1.050,00
Dindes :	De 1 à 5 250	€ 350,00
	De 5 251 à 9 250	€ 700,00
	A partir de 9 251	€ 1.050,00